

Avec ou sans Ali Bongo ?

Les vraies choses commencent ce mois de juillet. Positivement ou négativement, une page de l'histoire de notre pays va être réécrite. Il y a, d'un côté, Ali Bongo qui va se battre avec l'énergie du désespoir pour déposer et faire valider son dossier à la Cenap, une institution qui lui semble acquise du fait qu'il est au pouvoir, et, de l'autre, un peuple qui, dans sa large majorité, ne veut plus des Bongo au pouvoir. Toute la question aujourd'hui est de savoir de quel côté va balancer le rapport de forces.

« *Dura lex, sed lex* » (dure est la loi, mais c'est la loi), nous enseignent les Latins. La Constitution, qui est la mère des lois et à laquelle doivent s'astreindre tout citoyen, en commençant par celui qui en est le garant, à savoir le chef de l'Etat, ne peut faire l'objet de multiples violations. Malheureusement, Ali Bongo Ondimba est passé maître dans l'art. Si, pendant longtemps, par peur ou par réalisme, la politique étant un rapport de forces, comme nous l'avons dit plus haut, et celui-ci étant en faveur du pouvoir, force est de reconnaître aujourd'hui qu'avec l'arrivée des joutes électorales, le président-candidat se trouve bien affaibli. L'homme a, pendant sept ans, dilapidé l'argent du pays dans des voyages sans intérêts, l'achat de gadgets sans oublier les agapes... Face à lui aujourd'hui, une opposition offensive, lourdement soutenue par un peuple que le régime a réduit à la misère, au stade et au statut de sous-hommes. Les Obamba du Haut-Ogooué en savent quelque chose. L'heure est donc venue d'invoquer Dieu et les ancêtres. Car il est question de pratiquement obliger un homme dont le



Ces commerçantes qu'il a ignorées pendant son mandat et ses policiers qui ont montré leur nudité, le voilà auprès d'elles pour quémander leurs voix.

statut d'illustre « *sans-papier* » ne lui permet pas de se présenter aux prochaines élections, au regard des dispositions de l'article 10 de notre Constitution et ce, quel que soit l'acte de naissance qu'il va présenter cette fois-ci. Toute la question est de savoir comment l'en empêcher par des moyens démocratiques tout en sachant que lui, le monarque absolu, n'a rien d'un démocrate et qu'il s'est lourdement surarmé afin de plier, de gré ou de force, un peuple aux

maines nues et qui a soif de changement. Voilà l'énigme. Longtemps silencieux, les notables du pays ont fait une sortie patriotique il y a quelques jours à la Chambre de commerce, non seulement pour dire qu'il y a problème, mais aussi pour dire, avec leurs mots, aux acteurs politiques, particulièrement à celui qui est à la tête de ce pays, qu'il y a problème et qu'il vaut mieux arranger avant au lieu de faire la politique de l'autruche. Ali Bongo est allé leur répondre

devant le Parlement réuni en congrès pour dire qu'ils souffraient certainement de cécité et qu'au Gabon, tout allait dans le meilleur des mondes. Mieux, Ali Bongo a dit *urbi et orbi* qu'il était tout de même sensible aux appels au dialogue qui lui parviennent de ça et là et que, pour des raisons de respect de la Constitution, il accèdera à ce dialogue dès qu'il aura gagné l'élection. On peut donc se le prendre pour dit, Ali Bongo a non seulement pris toutes les dispositions pour faire valider sa

candidature, mais aussi pour se faire réélire. Le choix qui se pose à nous est donc historique. En 2009, les deux poids lourds qui se sont opposés énergiquement à Ali Bongo ont, étrangement, quitté ce monde. Et comme par enchantement, celle qui a géré la transition et qu'on a poussée à la porte de sortie de la présidence du Sénat a fini par les rejoindre, partie pratiquement au même moment qu'Amo. Nous ne disons pas que le régime les a tous liquidés, même si nous sommes au pays des empoisonnements politiques, mais c'est tout de même curieux. Ceci pour dire que pour chacun de nous, particulièrement pour ceux qui ont décidé d'engager la lutte démocratique pour la libération de ce pays qui nous a vu naître, la cause principale, celle du départ d'Ali du pouvoir, ne saurait être une cause secondaire. De toutes les façons, les plus téméraires peuvent se le prendre pour dit. Nous nous adressons particulièrement aux Barro Chambrier, Jean François Ntoutoume Emame, Jean Ping, Guy Nzouba Ndama, le clan Myboto, Michel Menga... Ils

risquent de ne pas voir fin 2017, début 2018, au cas où « *le petit-là* » restait encore au pouvoir après août 2016. Avec l'ouverture de la campagne qui arrive, l'opposition devra se montrer de plus en plus pugnace, coriace et offensive. Notre opposition doit savoir qu'ils ont en face, non pas un démocrate, mais un dictateur méchant, arrogant, méprisant et violent... Ceux qui l'ont suivi lors de sa dernière prestation au Parlement en savent quelque chose. L'heure de se débarrasser de l'imposture a sonné. Peuple gabonais, ne ratons pas ce grand rendez-vous avec l'histoire. Pensons à nos parents tués par le régime dans les crimes rituels. Pensons au combat mené par Amo, Pierre Mamboundou et Pierre Amoughe Mba dont le corps se trouve encore dans une morgue loin de son pays. Pensons surtout à leur sacrifice. Seraient-ils morts pour rien ? De là où ils sont, ils nous disent : « *courage ! Ne baissez pas les bras, car le destin implacable n'est qu'une simple vue de l'esprit, il n'existe pas* ». Maintenant chacun de nous sait ce qu'il a à faire à partir de maintenant.

Laurent Iekogo